



PROCES VERBAL DE LA REUNION DU 29 JUIN 2011

L'an deux mille onze
Le 29 juin à dix huit heure trente
Le Comité Syndical s'est réuni

Sous la présidence de : M. Daniel SOUDANT – Président

Etaient présents :

Monsieur Roger RIBET, Monsieur Guy LEMOINE, Monsieur Daniel PETIT, Monsieur Yves KIFFER, Monsieur Michel LECOMTE, Monsieur Pierre LEVASSEUR, Monsieur Jean Pierre STIL, Monsieur André GUEROULT, Monsieur Michel PRUD'HOMME, Monsieur Didier SANSON, Monsieur Sylvain VASSE, Madame Florence DURANDE, Monsieur Pierre HAUTOT, Monsieur Bernard HOUSSAYE

Etaient excusés et représentés par :

Madame Maryvonne LEBAS représentée par Monsieur François ROLLAND, Monsieur Denis MERVILLE représenté par Monsieur Philippe CHAMPION, Monsieur Patrick LEFEBVRE représenté par Monsieur Michel SOUIN

Etait excusé et ayant donné pouvoir :

Monsieur Philippe JOUENNE a donné pouvoir à Monsieur Daniel SOUDANT, Monsieur Jean MOREAU a donné pouvoir à Monsieur Guy LEMOINE

Excusés :

Monsieur Raymond LUCAS, Monsieur Bernard LECARPENTIER, Monsieur Hervé TRANCHAND, Monsieur Michel RATS

Absents :

Madame GAUTIER HURTADO Maria-Dolorès, Monsieur Bertrand GOLAIN, Monsieur Benoît BIED-CHARRETON, Monsieur Denis NAVARRE, Monsieur Daniel FIDELIN, Monsieur François GUEGAN, Madame Annick PIQUENOT, Monsieur Joël COURSEAUX, Monsieur Jacques DELLERIE, Madame Jocelyne GUYOMAR, Monsieur Jacques SELLE, Monsieur Pierre BOURGAIS, Monsieur Patrick DUMOULIN, Monsieur Patrick GUEROUT, Monsieur Stéphane QUEHEN

Secrétaire de séance :

Monsieur François ROLLAND

<u>Membres en exercice :</u>	39
<u>Présents :</u>	18
<u>Pouvoirs :</u>	2
<u>Votants :</u>	20

<u>Date de convocation :</u>	17 juin 2011
<u>Date de transmission :</u>	5 juillet 2011
<u>Date de publication :</u>	15 juillet 2011

ORDRE DU JOUR :

- Appel nominal,
- Désignation d'un secrétaire de séance
- Procès verbal du 30 mars 2011 – approbation

PRESENTATION DES PROJETS DES DELIBERATIONS :

- ❶ Délibération du 29 juin 2011 n°2011.12 : Projet de Schéma Départemental de la Coopération Intercommunale – Avis
- ❷ Délibération du 29 juin 2011 n° 2011.13 : Adhésion aux missions optionnelles du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime
- ❸ Délibération du 29 juin 2011 n° 2011.14 : Forum d'information sur la réduction de la vulnérabilité des habitations aux inondations : remboursement des frais des intervenants.



❶ Délibération du 29 juin 2011 n° 2011.12 : Projet de Schéma Départemental de la Coopération Intercommunale – Avis

Monsieur SOUDANT indique que le projet du SDCI a été adressé à chaque commune, en ce qui concerne le SMBV il est indiqué qu'il serait dissous puisque le périmètre du SMBV est inclus dans le périmètre des trois communautés.

Il précise qu'aujourd'hui l'avis porte sur le périmètre et que l'année prochaine les communes devront délibérer sur les compétences.

Il souhaite que le personnel soit intégré dans la future structure en reconnaissant les compétences et les savoir faire de chaque personne.

En ce qui concerne Madame DUVAL, il précise que si une opportunité se présentait au sein d'une commune, elle serait prête à étudier la proposition de poste.

Il a indiqué qu'il a rencontré Monsieur MAILLARD de la CODAH il a été convenu que les missions qui sont menées actuellement par le syndicat doivent être pérennisées et qu'un service serait créé. Un travail doit être mené avec les services des trois communautés de communes et d'agglomération pour que préparer et mettre en place des actions.

Monsieur LEVASSEUR signale qu'aucune information n'est donnée sur la nouvelle structure.

Monsieur SOUDANT précise qu'un document a été adressé par le Préfet.

Monsieur LECOMTE souligne que du côté financier on ne sait pas où l'on va.

Monsieur LEVASSEUR indique qu'à part le périmètre, rien d'autre n'est précisé.

Monsieur STIL confirme.

Monsieur SANSON informe que Caux Estuaire se réunit demain pour donner un avis. Il faut anticiper pour déterminer les compétences.

Monsieur PETIT indique que son conseil municipal s'est abstenu, car pas suffisamment d'éléments pour apporter un jugement, le dossier présenté n'est pas assez avancé.

Monsieur STIL fait part que sa commune a émis un avis défavorable dans l'attente de plus de renseignements.

Monsieur KIFFER signale que son conseil a émis un avis favorable sur le périmètre et a apporté quelques remarques.

Monsieur LEVASSEUR indique que la commune d'Octeville sur Mer a émis un avis favorable.

Monsieur KIFFER souhaite que l'on étudie les compétences des trois communautés.

Monsieur RIBET souhaite que soit gardée la proximité avec les agriculteurs et que les techniciens agricoles soient situés au centre du territoire et non au HAVRE.

Monsieur ROLLAND signale qu'une antenne de la CODAH est basée à ROLLEVILLE, une antenne pourrait être basée à EPOUVILLE.

Monsieur RIBET demande que dans la délibération soit ajouté le fait que les techniciens agricoles doivent restés centralisés.

Monsieur STIL demande si les représentants des 3 communautés se sont rencontrés.

Monsieur SANSON indique que les Communautés de Communes ont demandé de rencontrer les membres du bureau de la CODAH, aucune rencontre n'a eu lieu ces derniers mois.

Monsieur SOUDANT présente le projet de la délibération.

Monsieur Daniel SOUDANT – Président – Par un courrier en date du 20 mai 2011, Monsieur le Préfet de la région Haute Normandie et Préfet de la Seine Maritime m'a fait parvenir le projet de Schéma Départemental de la Coopération Intercommunale, dont il s'est vu confier la réalisation. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'application de la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales qui vise trois objectifs : achever la carte intercommunale par le rattachement des dernières communes isolées à des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre, rationaliser le périmètre des EPCI à fiscalité propre existants et simplifier la carte des syndicats.

Le projet de schéma a été adressé pour avis aux communes, aux établissements publics de coopération intercommunale, aux syndicats mixtes et aux syndicats intercommunaux concernés par ce projet. Ces structures disposent de trois mois à compter de la réception de ce document pour faire délibérer leur conseil municipal, conseil communautaire ou comité syndical sur la partie de schéma qui les concerne. En l'absence de délibération dans ce délai, l'avis sera réputé favorable.

Le projet de schéma du préfet ainsi que l'avis de l'ensemble des structures seront soumis fin août 2011 à la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale (CDCI). Celle-ci pourra amender le projet dans les quatre mois dont elle dispose, à la majorité des deux tiers. Avant le 31 décembre 2011, le préfet arrêtera le schéma.

La partie relative au Syndicat Mixte des Bassins Versants de la Pointe de Caux figurant au projet du Schéma Départemental de la Coopération Intercommunale est rédigée ainsi :

« 2° Lutte contre les inondations »

• SYNDICATS DISSOUS

- Syndicat mixte des bassins versants de la Pointe de Caux :
(CC de Saint Romain de Colbosc pour 13 communes de son périmètre + CC du canton de Criquetot-l'Esneval pour 10 communes de son périmètre + CODAH pour 16 communes de son périmètre).

Ce syndicat sera inclus en totalité dans le périmètre de la nouvelle CA ► **Dissolution** »

Je vous propose d'émettre, sur le principe, un avis favorable sur le projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale sous condition que les missions menées par le syndicat soient pérennisées dans la future Communauté d'Agglomération, qu'une phase transitoire soit instaurée pour assurer la continuité des actions engagées et que l'ensemble du

personnel technique et administratif soit intégré dans la future structure tout en valorisant leur compétence, leur connaissance et leur savoir faire.

Le Comité Syndical,

Vu la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales

Vu le projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale daté du 16 mai 2011, réalisé et transmis par Monsieur le Préfet de la région Haute Normandie et Préfet de la Seine Maritime

Vu l'avis demandé par Préfet de la région Haute Normandie et Préfet de la Seine Maritime concernant ce projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Son bureau réuni et consulté le 15 juin 2011

Après en avoir délibéré,

DECIDE A LA MAJORITE :

- **16 pour**
- **3 abstention**
- **1 contre**

De donner un avis favorable sur le projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale sous réserve que :

- les missions menées par le syndicat soient pérennisées dans la future Communauté d'Agglomération
- une phase transitoire soit instaurée pour assurer la continuité des actions engagées
- l'ensemble du personnel technique et administratif soit intégré dans la future structure tout en respectant leur compétence, leur connaissance et leur savoir faire.
- que le personnel exerçant des missions à destination de la profession agricole soit centralisé sur le territoire afin de maintenir un service de proximité vis-à-vis de cette profession.



☉ Délibération du 29 juin 2011 n°2011.13 : Adhésion aux missions optionnelles du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime

Monsieur Daniel SOUDANT – Président – Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime assure pour le compte des collectivités et établissements affiliés des missions obligatoires prévues par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. Au-delà des missions obligatoires, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime se positionne en tant que partenaire « ressources humaines » des collectivités par la mise à disposition d'autres missions dites **optionnelles**. Dès lors, ces missions sont proposées par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime afin de compléter son action et d'offrir aux collectivités un accompagnement quotidien en matière de gestion des ressources humaines.

Le 23 juin 2010 une délibération a été prise pour que le Syndicat adhère au service « **missions temporaires** » du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime permettant le recrutement temporaire d'un agent non titulaire pour assurer :

- le remplacement d'agents momentanément indisponibles

- le renfort ponctuel ou la prise en charge de missions dont le caractère permanent n'est pas assuré.

Depuis la prise de cette délibération, des modifications quant à l'adhésion ont été apportées par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime. De ce fait, il s'avère que je ne peux pas signer la convention d'adhésion, car l'adhésion doit porter sur les missions optionnelles et pas uniquement sur les missions temporaires du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime. La convention cadre autorise à recourir à l'ensemble des missions optionnelles pendant une durée de quatre ans renouvelable.

Les missions optionnelles sont :

- conseil et assistance chômage
- conseil et assistance précontentieux et contentieux en ressources humaines
- réalisation des dossiers CNRACL
- réalisation des paies
- mission archives
- conseil et assistance au recrutement
- missions temporaires
- médecine préventive (convention d'adhésion qui prévoit les modalités de réalisation)
- aide à la réalisation du document unique d'évaluation des risques professionnels
- inspection en matière d'hygiène et de sécurité
- toute autre mission proposée par le Centre de Gestion.

Après conventionnement, la collectivité peut, le cas échéant, déclencher la ou les mission(s) choisie(s) à sa seule initiative et ainsi faire appel aux missions précitées.

Je vous rappelle que la mise en œuvre du statut de la Fonction Publique Territoriale étant devenue un enjeu stratégique majeur en raison de sa complexité et de son incidence sur la gestion de la collectivité, ces missions permettent d'assister les élus dans leur rôle d'employeur.

Je vous demande de prendre connaissance du dossier remis par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime.

Je vous propose de m'autoriser à :

- Adhérer à la convention cadre d'adhésion aux missions optionnelles du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime.
- A signer les actes subséquents (formulaire de demandes de missions, devis...)

Le Comité Syndical,

Vu l'article 25 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Son bureau réuni et consulté le 15 juin 2011

Après en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE d'autoriser Monsieur le Président à :

- Adhérer à la convention cadre d'adhésion aux missions optionnelles du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime.
- A signer les actes subséquents (formulaire de demandes de missions, devis...)



☉ Délibération du 29 juin 2011 n° 2011.14 : Forum d'information sur la réduction de la vulnérabilité des habitations aux inondations : remboursement des frais des intervenants

Monsieur Daniel SOUDANT – Président – le comité syndical m'a autorisé à mettre en place un forum d'information sur la réduction de la vulnérabilité des habitations aux inondations destiné aux élus, aux architectes et surtout aux habitants du territoire dans le but de sensibiliser les participants à la nécessité que chacun soit responsable de sa propre sécurité vis-à-vis du risque d'inondations et de présenter les mesures qui peuvent être mises en œuvre à l'échelle individuelle. Ce forum se tiendra sur deux jours et des conférences seront organisées.

Afin de permettre le remboursement des frais engagés par les intervenants, une délibération doit être prise prévoyant la prise en charge de ces frais et leurs modalités.

Je vous propose de m'autoriser à :

- réserver et mandater les frais d'hébergement, de restauration et de train,
- rembourser aux intervenants les frais de déplacement : péage autoroute, indemnités kilométriques selon le barème en vigueur
- rembourser aux intervenants leurs honoraires.

Le Comité Syndical,

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Son bureau réuni et consulté le 15 juin 2011

Après en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE d'autoriser Monsieur le Président à :

- réserver et mandater les frais d'hébergement, de restauration et de train,
- rembourser aux intervenants les frais de déplacement : péage autoroute, indemnités kilométriques selon le barème en vigueur
- rembourser aux intervenants leurs honoraires.

Monsieur SOUDANT indique qu'en ce qui concerne le PPRI, il n'a pas d'information récente.

Katy CARVILLE rapporte les informations qu'elle vient d'avoir à sa connaissance :

- le PPRI pourrait être mis en enquête publique en Octobre soit après notre forum.
- L'Etat financerait 80 % des dépenses occasionnées pour la mise en place du forum,
- L'Etat financerait l'étude de vulnérabilité à hauteur de 50 %.

De plus elle rappelle les dates du forum à savoir le vendredi 23 septembre et le samedi 24 septembre. D'un point de vue de la communication, des affiches seront distribuées dans chaque mairie du territoire. Elle demande qu'un relais soit assuré pour l'affichage et la distribution du programme. Un mail sera envoyé prochainement à chaque commune. Les élus présents émettent un avis favorable à cette demande.

Monsieur SOUDANT informe que Monsieur TRANCHAND regrette que le SMBV ne finance plus l'interculture. Il rappelle que cette décision avait été prise lors du débat d'orientation budgétaire et actée par la présentation du budget.

Monsieur STIL informe que le festival de la terre aura lieu à Montivilliers le 4 septembre.

Katy CARVILLE lui répond qu'elle va en discuter avec Lise AUBOURG afin de voir si elle a eu des contacts avec les jeunes agriculteurs à ce sujet.

L'ordre du jour est épuisé, en l'absence de question, la séance est levée à 19h15.